

Comment les supermarchés pèsent lourdement sur notre empreinte climatique

Ils sont incontournables et restent plébiscités par une majorité de Français pour leurs courses du quotidien : 70 % de leurs achats alimentaires s'y font et même plus de 80 % des achats de viande, de volaille ou de poissons. Dans un rapport publié le 2 février dernier, le *Réseau Action Climat (RAC)* a étudié l'impact de la grande distribution sur les modes de production et les actions menées notamment sur une alimentation durable. Si des efforts sont faits par ce secteur qui représente 15 % des émissions de gaz à effet de serre, ils restent trop épars et <u>les enseignes manquent de transparence</u>.

Cette étude s'est concentrée sur huit enseignes représentant les principales parts de marché en France (Leclerc, Carrefour, Intermarché, Système U, Lidl, Auchan, Casino et Monoprix). Les données proviennent de leurs rapports publics, de visites en magasins (150 effectuées, une vingtaine de magasins par enseigne, selon une grille d'évaluation des placements de produits dans les rayons, des offres promotionnelles, etc.) et d'échanges directs avec les entreprises.

Le *RAC* a plus particulièrement regardé les efforts de ces enseignes pour végétaliser l'alimentation et favoriser des modes d'élevage plus respectueux de l'environnement et du bien-être animal. Benoit Granier, coordinateur de l'étude, constate que « la stratégie de la grande distribution continue de s'appuyer sur la vente massive de produits d'origine animale issus d'élevages intensifs. » On déplore le manque de transparence des enseignes, que ce soit sur le calcul de leurs émissions carbone, que chacune présente selon des méthodologies différentes, sur leurs volumes de ventes et sur leurs politiques de marges. En 2017, les marges brutes sur les fruits et légumes étaient deux fois plus élevées en bio qu'en conventionnel. En 2023, aucune donnée ne permet de vérifier si les enseignes ont mis fin à ces écarts. Les supermarchés ont également une forte influence par la mise en avant des produits. Dans les rayons des plats préparés, 92 % des références proposées dans les 150 magasins examinés contenaient du poisson ou de la viande, freinant ainsi la possibilité d'opter pour des plats végétariens variés. Dans les catalogues promotionnels et les offres en rayon de type « 2 pour le prix d'1 » on constate que ce sont systématiquement des viandes et volailles issues d'élevages intensifs qui sont promues, et très rarement des viandes bio ou sous labels de qualité.

Pour le RAC, c'est tout un système tiré par les prix bas qui est à revoir. « Le fait d'avoir des gammes de prix bas est sans doute nécessaire », admet Benoit Granier. « Le problème, c'est de dire que le juste prix, c'est le prix bas et tant pis si ça détruit la planète et si ça ne rémunère pas correctement le producteur. Le consentement à payer plus cher pour des produits de qualité n'est pas là. » Mathieu Saujot de l'Iddri¹ note que « les enseignes sont au milieu du gué. Elles pourraient aller un peu plus loin en matière d'alimentation durable et saine, mais le grand absent de tout ça, c'est la puissance publique. » Les pouvoirs publics doivent soutenir davantage les modèles de production les plus vertueux et dans les recommandations du RAC, un

-

5

10

15

20

¹ Institut du développement durable et des relations internationales

chapitre est consacré aux actions attendues des pouvoirs publics, pour encadrer davantage et accélérer la transition.

Mathilde Gérard, 4 février 2023, www.lemonde.fr (version remaniée et abrégée, 552 mots)

I. Questions de compréhension : texte inconnu (40 points)

1. Dégagez les idées essentielles des deux premiers paragraphes!

(8 points, min. 80 mots)

- 2. Expliquez les notions suivantes dans leur contexte. (2 + 3 + 3 points)
 - a. « ... les enseignes manquent de transparence. » (l. 6-7)
 - b. « Le consentement à payer plus cher pour des produits de qualité n'est pas là. » (l. 31-32)
 - c. « ... les enseignes sont au milieu du gué. » (l. 32)
- 3. Dans quels domaines les efforts des enseignes sont-ils à déplorer ?

(12 points, min. 120 mots)

4. Commentaire personnel

Pour le *RAC*, « c'est un système tiré par les prix bas qui est à revoir. » Mathieu Saujot soutient que « le grand absent de tout ça, c'est la puissance publique. »

Qu'en pensez-vous ? Quelles seraient les recommandations à faire au gouvernement et aux enseignes dans le but que chacun d'eux prenne davantage ses responsabilités ? Présentez une réflexion structurée et argumentée.

(12 points, entre 180 et 300 mots)

II. Un secret, Philippe Grimbert (20 points)

1. Faites le portrait de Simon. Quelles sont les similarités entre Simon et le frère imaginaire du narrateur ? À quel moment et dans quel but le narrateur s'est-il inventé un frère imaginaire ?

(10 points, min. 100 mots)

2. Montrez qu'il y a un retournement de situation, que le rapport entre le narrateur et ses parents change à partir du moment où le narrateur sait ce qui s'est passé.

(10 points, min. 100 mots)